

FRONT ÉCONOMIQUE

REMETTRE L'ÉCONOMIE AU CŒUR DU DÉBAT PUBLIC

SYNTHÈSE

**LE NOUVEAU CONSENSUS
EUROPÉEN ET LE CONTRETEMPS
FRANÇAIS**

CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

1. À L'ORIGINE DU FRONT ÉCONOMIQUE

Le débat public et politique laisse peu de place à l'économie telle qu'elle est enseignée dans les universités de référence et pratiquée sur le terrain. À rebours des politiques appliquées par la plupart de nos partenaires européens et internationaux, il est encore et toujours question dans notre pays de retraite à 60 ans, de SMIC à 1600 euros, de sortie de l'euro, ou de création de nouvelles formules de taxes.

Résultat : au-delà même de nos urgences budgétaires actuelles, la France se classe 25^e sur les 27 pays de l'Union européenne pour son déficit public, son endettement public, et son niveau de prélèvements obligatoires, tout en faisant état du niveau de satisfaction des services publics parmi les plus faibles d'Europe. À long terme, le décrochage, en particulier avec les États-Unis, est sévère.

Notre responsabilité est claire : contribuer activement au débat d'idées, remettre de l'ordre dans les facteurs, réaffirmer le primat de l'économie dans des discussions qui en manquent cruellement, alors que c'est d'elle dont tout dépend.

C'est pour cette raison que le « Front économique » a été initié il y a un an : des dizaines d'économistes et d'universitaires français; des chefs d'entreprises, des *think tanks* et le MEDEF, croisant librement leurs expertises et leurs expériences afin de contribuer utilement au débat économique.

2. UNE PUBLICATION POUR PRENDRE PART AU DÉBAT

Le résultat de ce travail est accessible en ligne sous le titre « Le Nouveau consensus européen et le contretemps français » :

legrandcontinent.eu/fr/2025/08/29/nouveau-consensus-europeen-contretemps-francais/

Ce texte a été cosigné par plus de 60 chefs d'entreprise et économistes parmi les plus réputés, publié par Le Grand Continent, l'une des nouvelles revues les plus influentes en France et en Europe.

Cette publication fait le constat d'une France à contretemps de nombreux pays européens : parce qu'elle n'a pas fait de réforme de structure et ne s'est pas désendettée depuis longtemps, elle n'est pas en mesure d'investir autant qu'il le faudrait dans sa défense, la transition écologique, ses infrastructures, ou la compétitivité de son économie. Elle est désormais désalignée de ses voisins sur de nombreux points, aussi bien le niveau d'éducation, celui des dépenses, celui du taux d'emploi, etc.

Retrouver
la publication
ici



3. 9 EXEMPLES DE RECOMMANDATIONS

C'est pourquoi le Front économique a formulé 35 recommandations, qui toutes n'engagent pas le MEDEF, parmi lesquelles :

1. FISCALITÉ

Créer un choc fiscal avec les « effacements parallèles » : réduire massivement les impôts de production en contrepartie d'une suppression des dispositifs fiscaux les moins efficaces pour les entreprises.

- **CONSTAT.** Si les entreprises françaises s'acquittaient du taux de prélèvement allemand, leur imposition serait diminuée de 125 milliards d'euros (Rexecode, 2023).
- **RECOMMANDATION.** Mener une revue complète des quelques 110 milliards d'euros d'aides aux entreprises et ne garder que celles à l'efficacité démontrée, en contrepartie de la suppression des 130 milliards d'euros des impôts de production et taxes anti-économiques. Rexecode évalue l'impact à 2 points de PIB sur 10 ans.

2. PUISSANCE PUBLIQUE

Aligner la structure des dépenses publiques, et les nombres d'agents publics, de fonctions gouvernementales, et de collectivités sur les moyennes européennes.

- **CONSTAT.** D'après Eurostat, la France se classe 25^e sur les 27 de l'UE pour son déficit public, son endettement public, et son niveau de prélèvements obligatoires
- **RECOMMANDATION.** Revenir dans la moyenne européenne, ce qui reviendrait à réduire les dépenses de 8 points, le nombre d'agents publics d'1,5 million (par exemple en concentrant l'emploi à vie sur les fonctions régaliennes), et celui de collectivités de 21000. Rexecode évalue à le gain à 25 milliards d'euros.

3. TRAVAIL

Travailler jusqu'à 64 ans et au-delà, avec un âge pivot variable.

- **CONSTAT.** Selon la DG Trésor, si la France alignait son taux d'emploi sur celui de l'Allemagne, elle compterait 1,5 million d'emplois supplémentaires, un surcroît de 3,2 % de PIB, et 20 milliards d'euros en plus pour le financement de la protection sociale.
- **RECOMMANDATION.** Introduire un âge-pivot variable fixé à 64 ans, qui augmenterait en fonction de l'espérance de vie et de l'équilibre financier du système, permettrait d'augmenter le taux d'emploi de 6 %, quand une dose de capitalisation réduirait les besoins de financements sur le long terme.

4. ÉDUCATION

Tirer parti de nos 20 ans de retard pour mettre en œuvre un « choc TIMSS » inspiré de l'Angleterre et du Portugal et des recommandations scientifiques les plus récentes.

- **CONSTAT.** En dépit de dépenses supérieures, la France est l'un des pays de l'UE à combiner de faibles résultats de son système éducatif (mesurés dans les enquêtes PISA et TIMSS) et un faible niveau de qualification des adultes (PIAAC).
- **RECOMMANDATION.** S'inspirer des réformes anglaises menées dans les années 2010, centrées sur l'expérimentation et l'évaluation constante des pratiques et enseignements scolaires. L'Angleterre est ainsi passée du 25^e au 3^e rang du PISA des mathématiques (TIMSS) — un gain de 3 points de PIB en 15 ans.

5. FORMATION

Former 50 000 femmes scientifiques, ingénieures ou techniciennes supplémentaires chaque année.

- **CONSTAT.** La seule parité dans ces filières ferait passer le taux de croissance annuel de la productivité de 1,0 % à 1,8 %, soit un gain de 22 milliards d'euros de PIB.
- **RECOMMANDATION.** Former 50 000 femmes de plus aux STEM chaque année, notamment en s'inspirant du programme de la Fondation L'Oréal : de courtes visites de femmes scientifiques ou ingénieurs dans des classes, avec des résultats significatifs sur l'orientation des filles vers les filières scientifiques.

6. DÉMOGRAPHIE

Réviser la politique familiale en faveur du premier enfant et d'une garantie de place d'accueil.

- **CONSTAT.** L'Europe devrait perdre 10 % de sa population d'ici 2050.
- **RECOMMANDATION.** Parmi les nombreuses actions à mener pour accompagner les familles (construire 500 000 logements, baisser les charges, etc.), verser les allocations familiales dès le 1^{er} enfant replacerait la France dans la moyenne européenne, pour un coût évalué à 3 milliards d'euros (soit moins que celui de l'abattement de 10 % d'IR pour frais professionnels dont bénéficient les retraités).

7. COMMERCE

Construire une nouvelle Union de libre-échange avec le Mercosur, l'Australie, le Canada, l'Inde, et l'ASEAN – face aux États-Unis de D Trump.

- **CONSTAT.** Entre 2016 et 2023, l'UE n'a représenté que 6,5 % des investissements industriels annoncés dans le monde, contre 17 % pour les États-Unis et 19 % pour la Chine. Maintenant que les US se ferment, il faut s'appuyer sur les autres.
- **RECOMMANDATION.** Finaliser la vingtaine d'accords en cours pour diversifier nos débouchés et sources d'approvisionnement. Le gain, pour l'Europe entière, serait de 0,72 points de PIB, soit plus de 100 milliards d'euros.

8. EUROPE

Finaliser plusieurs des chantiers nécessaires à la compétitivité européenne.

- **CONSTAT.** Le rapport Draghi compare le coût des barrières internes au sein de l'UE à des droits de douane de 45 % pour l'industrie manufacturière – soit trois fois plus qu'aux États-Unis – et de 110 % pour les services.
- **RECOMMANDATION.** Finaliser plusieurs des chantiers en cours depuis des années voire décennies : un marché des biens et services d'ici 2030, éventuellement avec un premier cercle de pays volontaires ; des équivalents européens de la DARPA, l'agence américaine de recherche de pointe ; la levée des réglementations inefficaces ; et l'Erasmus pour tous.

9. TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Repenser la politique climatique avec un prix du carbone et une politique industrielle.

- **CONSTAT.** Comparé à 1990, l'UE et les États-Unis ont réduit leurs émissions de gaz à effet de serre de 35 % et de 5 %, contre une augmentation de 320 % en Chine. La tarification carbone compte beaucoup dans le résultat européen.
- **RECOMMANDATION.** Renforcer le prix carbone, qui laisse la primauté au marché pour allouer efficacement la myriade d'efforts nécessaires à l'atteinte de l'objectif collectif – plutôt que les injonctions contradictoires et inefficaces du politique (DPE, ZAN, ZFE, etc.). Une ARPA européenne permettrait de son côté de financer des recherches à haut risque et à haut rendement de technologies vertes selon des critères scientifiques et économiques.

**Ce document est une synthèse
réalisée par le MEDEF.**

**Il n'engage pas les participants
du Front économique, y compris le MEDEF.**

**La version de référence est à retrouver sur
Le Grand Continent.**